

Print

400 réfugiés trouvent la mort dans une catastrophe en Méditerranée

De [Stefan Steinberg](#)

Global Research, avril 17, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/400-refugies-trouvent-la-mort-dans-une-catastrophe-en-meditteranee/5443575>



Quatre cents migrants fuyant la Libye se seraient noyés après que leur bateau a chaviré en Méditerranée le week-end dernier. L'Organisation internationale de la migration a déclaré à l'Agence France Presse que, selon les survivants, il y avait 550 personnes à bord au moment du naufrage. Une douzaine de corps ont été récupérés jusqu'à présent.

Si les premières informations sur la tragédie s'avèrent exactes, ce serait la plus grande perte de vies depuis la mort, en octobre 2013, d'environ 360 migrants dont le bateau avait

coulé près de l'île de Lampedusa.

Il y a de bonnes raisons de croire que le nombre des décès en mer Méditerranée continuera de monter. Plus de 8.500 personnes auraient été secourues lorsqu'elles tentaient de traverser la Méditerranée pour la seule période du 10 au 13 avril, dont au moins 450 enfants. Beaucoup des réfugiés fuyaient les guerres en Libye, en Syrie et en Afrique.

Judith Sunderland, la directrice adjointe suppléante en Europe et en Asie centrale de l'ONG Human Rights Watch, a déclaré: « Si les informations sont confirmées, le week-end passé serait parmi les jours les plus meurtriers dans la mer la plus dangereuse du monde pour les migrants et les demandeurs d'asile. »

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) jusqu'à 500 migrants et demandeurs d'asile sont morts cette année, avant la présente catastrophe en Méditerranée. C'est 30 fois plus que le nombre de décès pendant la même période en 2014. En 2014, 3.200 personnes sont mortes, mais le nombre de morts pour l'année en cours s'élève déjà à 1.000, avant même l'arrivée des saisons plus chaudes qui encouragent davantage les migrants à prendre la mer et à tenter d'arriver en Europe.

Beaucoup des rescapés du week-end dernier sont restés à bord des navires italiens; d'autres ont été transférés dans les centres de réfugiés surpeuplés de la côte italienne et sur les îles voisines, où ils subissent des conditions de vie intolérables.

L'afflux de réfugiés du Moyen-Orient est le résultat des guerres criminelles menées par les États-Unis et les États de l'Union européenne (UE) pour installer des régimes néo-coloniaux en Irak, en Libye, et en Syrie. L'offensive militaire sans relâche des puissances impérialistes lors des deux dernières décennies a plongé le Moyen-Orient et de larges pans de l'Afrique dans le sang et le chaos. Dès 2014, deux des six millions d'habitants que compte la Libye auraient fui le pays suite à la guerre menée en Libye par Washington, Londres et Paris en 2011.

La campagne menée par l'OTAN pour renverser le président syrien Bachar al-Assad a plongé le pays dans la guerre civile, forçant environ quatre millions de Syriens à s'exiler. Beaucoup ont fui vers la Turquie voisine, mais d'autres tentent le voyage périlleux vers l'Europe, dont de nombreuses victimes de la tragédie de la semaine dernière.

À présent, les États-Unis et l'Arabie saoudite élargissent, avec le soutien de l'UE, le champ de bataille au Yémen. Ce bellicisme impérialiste a conduit au plus grand flux de réfugiés depuis la

Seconde Guerre mondiale.

Alors que les migrants fuient de plus en plus vers l'Europe, l'UE transforme la Méditerranée en un no-man's-land, utilisant de manière sinistre le nombre croissant de décès en mer comme un moyen de dissuasion.

Suite au tollé public après la tragédie de Lampedusa en 2013, la marine italienne a lancé une opération en mer, Mare Nostrum (« Notre mer »). Dans la pratique, le sauvetage a toujours été d'une importance secondaire. La marine italienne devait surtout tenter d'empêcher les migrants d'atteindre l'Italie, détecter les bateaux de réfugiés au large des côtes de la Libye et de la Tunisie et les escorter vers l'Afrique du Nord.

Néanmoins, 150.000 réfugiés auraient été sauvés dans le cadre de ce programme. Mare Nostrum a été supprimé en novembre dernier et remplacé par une mission de surveillance plus restreinte et moins bien équipée. Le mandat de cette mission, nommée Triton et gérée par l'agence frontalière externe de l'UE, Frontex, est le contrôle des frontières et non le sauvetage. C'était là une décision délibérée de l'UE de mettre fin à toute opération de sauvetage efficace et de faire monter en flèche le nombre de décès en mer.

En même temps, les partis politiques européens de tous bords intensifient leurs politiques anti-immigrés pour bloquer l'arrivée des migrants sur le continent et expulser ceux qui y sont déjà. Le 14 avril, le dirigeant de la Ligue du Nord italienne, ultranationaliste, a demandé aux autorités locales de débouter « par tous les moyens » les demandeurs d'asile. Il a déclaré que son parti était prêt à prendre des mesures pour empêcher les immigrants d'arriver.

En Allemagne, une vague d'attentats touche les centres de réfugiés, tandis que des groupes d'extrême-droite tels que Pegida mènent des campagnes xénophobes pour dénoncer les immigrants comme des pique-assiettes sociaux et assimiler l'Islam au terrorisme. En Italie et en Allemagne, les organisations telles que la Ligue du Nord et Pegida jouissent d'un soutien tacite du pouvoir, qui affirme qu'il faut considérer « sérieusement » les arguments des racistes. Alors que de larges couches de la population allemande sont descendues dans la rue pour défendre les droits des immigrants, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD) mènent des pourparlers avec les partisans de Pegida.

Des autorités locales allemandes proposent également d'accueillir des réfugiés dans des camps de concentration. Dans une enquête de *Der Spiegel*, un migrant détenu en Allemagne a commenté: « En Syrie on meurt vite, ici on meurt lentement ».

Mardi, la Commission européenne a répondu à la tragédie du week-end dernier en proposant un « programme migratoire global ». Ce projet est focalisé sur l'installation de camps au large de l'Afrique du Nord pour incarcérer et intimider les migrants et les demandeurs d'asile avant qu'ils ne puissent quitter leur pays. Un rapport décrit sans ambages ces mesures comme une étape vers « l'externalisation de mécanismes de contrôle des frontières et d'emprisonnement pour empêcher les départs ».

Evoquant ce projet, Judith Sunderland de Human Rights Watch a dit: « C'est difficile de ne pas voir ces propositions comme une tentative cynique de limiter le nombre de migrants et de demandeurs d'asile qui échouent sur les côtes de l'UE ».

Stefan Steinberg

Article original, [WSWS](#), publié le 16 avril 2015

Copyright © 2015 Global Research